



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

MERCREDI 3 MAI 2017

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE :

CHANGER D'APPROCHE POUR CONSTRUIRE UNE AGRICULTURE DURABLE

Alors que s'achève la consultation lancée par la Commission européenne sur la future politique agricole commune (PAC) pour 2020, FNE salue la très forte mobilisation des acteurs de la société civile sur ce sujet, au niveau national et européen. Afin de porter un message commun, plus de 300 organisations européennes, dont France Nature Environnement, se sont réunies au sein du collectif « Living Land », pour inscrire les défis environnementaux, sociaux et alimentaires au cœur de la PAC.

Les enjeux de la PAC concernent chacun d'entre nous

Pour la première fois, la société civile s'est mobilisée massivement pour faire entendre sa voix et ses préoccupations auprès de la Commission européenne. Bien que nous déplorions un cadre de réflexion trop restreint sinon étriqué, cette consultation a été l'occasion d'alerter l'opinion publique sur les enjeux liés à la PAC. Si les agriculteurs sont les premiers concernés par cette politique, les enjeux alimentaires, environnementaux et sociétaux ne peuvent plus être négligés comme ils l'ont été dans la PAC actuelle.

Changer d'approche pour construire une agriculture durable

Il est crucial que la nouvelle PAC promeuve une agriculture diversifiée, respectueuse de l'environnement et liée au terroir. Son objectif premier doit être une production alimentaire durable, produisant une forte valeur ajoutée équitablement répartie entre les acteurs. Cette PAC doit devenir lisible par les citoyens et les consommateurs en visant des résultats bien identifiables. Elle permettra de valoriser nos richesses patrimoniales : paysages, biodiversité et productions alimentaires de qualité.

Pour Carmen Etcheverry, chargée de mission agriculture de FNE : « La politique agricole a un impact bien plus large que la sphère agricole. Elle influence la qualité de notre eau, de notre air mais aussi la déforestation en Amérique du Sud. Sa réforme, pour une transition vers un modèle agroécologique, aura des



conséquences fortes sur la qualité de vie de chacun d'entre nous. Il faut donc que l'ensemble des acteurs, professionnels et associatifs, soit associé aux réflexions qui construiront la PAC de demain. »

Rémunérer les prestations d'intérêt général de l'agriculture

FNE demande que la PAC s'affranchisse du système existant à deux piliers qui n'est plus efficace. Il paraît essentiel de passer du principe d'aide au revenu des agriculteurs au principe de rémunération de services d'intérêt général à la fois pour ne plus placer les agriculteurs dans une position de dépendance et pour légitimer la PAC.

Pour Jean-Claude Bevillard, pilote du réseau agriculture de France nature environnement : « Nous sommes face à une situation de crises multiples : faillite économique d'une partie de l'agriculture, impacts très négatifs des systèmes agricoles productivistes sur la qualité des sols, de l'air et de la biodiversité. Il faut que nous parvenions à prendre le virage de l'agro-écologie. Pour cela, la PAC est un outil puissant. Nous devons nous mobiliser pour que cette transition devienne une réalité. »